

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article13456>

Une nouvelle affaire des fiches, vingt ans après

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : jeudi 1er juillet 2010

Spyworld Actu

Plus de la moitié des données personnelles contenues dans le fichier des renseignements intérieurs n'ont fait l'objet d'aucun réexamen.

Cela ressemble à une nouvelle affaire des fiches, en format réduit. Vingt ans après le scandale qui ébranla la Suisse (900 000 fiches de personnes jugées suspectes avaient été mises au jour), les services secrets intérieurs sont à nouveau épinglés.

Cette fois, ils sont accusés d'avoir accumulé des informations inutiles, inexactes et obsolètes dans le système informatique visant la protection de l'Etat (nom de code : ISIS). C'est ce que révèle le rapport explosif présenté hier à Berne par la Délégation des commissions de gestion chargée de la surveillance des services de renseignement. Son président, le conseiller aux Etats Claude Janiak (PS/BL), dresse un constat amer : vingt ans après les fiches, « il n'y a pas eu de changement de culture ».

Selon ce rapport, 110 000 données personnelles, sur les 200 000 que contient ISIS, n'ont fait l'objet d'aucune vérification périodique. Or, la loi exige qu'un contrôle ait lieu cinq ans au plus tard après la dernière inscription. Elle ordonne aussi que seules des informations exactes soient stockées. Mais « la délégation a de bonnes raisons de penser que les données ne satisfont pas aux exigences légales ».

Des personnes se trouvent ainsi fichées à tort, avec les risques que cela peut impliquer pour elle. En outre, « la collecte, le traitement et la conservation de données erronées et inutiles entravent un travail efficace au service de la sûreté intérieure. Cette situation peut déboucher sur des actions inappropriées et des pannes, lesquelles mettent en fin de compte la sûreté de l'Etat en danger. »

Les responsables

Comment une telle gabegie a-t-elle été possible ? « Aux yeux des employés, mieux valait trop d'infos que pas assez », résume Isabelle Moret (PLR/VD), membre de la délégation. Après les causes, les responsables. La frénésie dans la collecte est imputée à Urs von Däniken, l'ancien patron du renseignement intérieur. La délégation lui reproche aussi de lui avoir menti en inventant des contrôles qui n'ont jamais eu lieu.

Les chefs successifs du Département fédéral de justice et police, Ruth Metzler et Christoph Blocher, sont également épinglés. « Après l'affaire des fiches, je suis très étonnée qu'aucun d'eux ne se soit inquiété de l'explosion des données dans ISIS », explique Isabelle Moret. Pour la Vaudoise, l'ex-conseiller fédéral UDC porte une responsabilité aggravée car il a refusé l'engagement de personnel supplémentaire pour rattraper le retard dans le contrôle qualité.

Pour corriger le tir, la délégation recommande au Conseil fédéral que l'accès aux informations d'ISIS vieilles de plus de cinq ans soit bloqué tant qu'elles n'auront pas été vérifiées. Hier, la ministre de la Justice, Eveline Widmer-Schlumpf, a promis une réponse détaillée du gouvernement en octobre.

Post-scriptum :

<http://www.tdg.ch/actu/suisse/nouve...>